

CIMETIERE PK 14 ROUTE DE OUIDAH

Drôles de dalles !

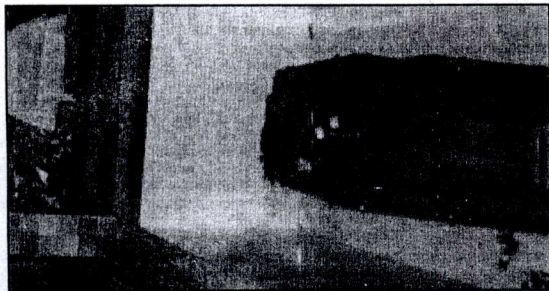
LÉANDRE ADOMOU

Le cimetière Pk 14, serait-il devenu un marché d'ossements humains face à l'effondrement des tombes qui seraient l'œuvre de certains individus indéliçats ? Cette appréhension qui inquiète les populations qui refusent ces derniers temps d'inhumier leurs morts en ce lieu, refuge des personnes vivant dans l'au-delà, eu égard au spectacle désolant que cet endroit présente. Des dalles lézardées, des tombes effondrées, des squelettes humains cachés à peine par des herbes, offrent un aspect rébarbatif aux personnes arrivées enterrer leurs parents. Cette situation est interprétée diversement par les populations. D'aucuns déclarent que le cimetière n'est pas bien entretenu et serait un marché où les prêtres occultes viennent s'approvisionner en démembrés d'organes humains. Ils ne comprennent pas pourquoi les frais perçus pour les enterrements ne sont pas utilisés pour l'entretien du cimetière ? Ils s'interrogent sur le rôle que joue la voirie. Les populations s'insurgent contre les autorités de la préfecture des départements de l'Atlantique et du Littoral qui se « foutent » de leurs morts et qui ne pensent pas à assainir cette maison où vivent leurs dé-

funts parents. Elles ont fait remarquer que les agents de la voirie qui sont en service en ce lieu ne savent que rançonner les usagers du cimetière. Arrivé à un enterrement jeudi dernier, Paul E. s'est mis en boule après avoir trouvé la tombe de son père effondrée. « Je ne comprends pas. Je veux savoir si ce sont les morts eux-mêmes qui cassent leur tombe. Ont-ils chauds à l'intérieur ? Il y a deux ans que mon papa a été enterré, et par quelle alchimie la tombe a été cassée. Dieu seul sait si son corps est encore dans la tombe. Ces diables des cimetières nous ont fait la fête », a-t-il affirmé tout courroucé. Pour d'autres, ce sont les agents en service dans ce

cimetière qui cassent les tombes, afin de voler les ossements humains qu'ils trafiquent ensuite. C'est ce qui justifie le comportement de certaines familles qui ensevelissent leurs morts à domicile. Aussi certaines personnes exigent que leurs morts soient enterrés dans des tombes bien dallées par des maçons qu'ils amènent de la ville. Pour s'assurer de l'état de celles-ci, ils viennent régulièrement au cimetière pour faire un état des lieux.

C'est donc le lieu d'inviter le nouveau Maire de Cotonou, M. Nicéphore Dieudonné Soglo à entretenir et à renforcer la sécurité au cimetière Pk 14, route de Ouidah pour « la quiétude des morts ».



Une tombe effondrée

RETENUES SUR SALAIRES DES INSTITUTEURS POUR FAIT DE GREVE

La goutte d'eau qui va faire déborder le vase

CORNEILLE AFFOUKOU (STAG)

Les choses iront très mal les jours à venir entre les travailleurs, les enseignants et le gouvernement. Gaston Azoua, secrétaire général de la Centrale syndicale des travailleurs du Bénin (Cstb) l'a fait savoir dans un communiqué. Il a parlé d'une grave provocation et d'une violation des libertés syndicales et que sa centrale prévoit intensifier les luttes. C'est dire que la cessation des grèves n'est pas pour demain. Déjà le 11 mars prochain une grève générale est prévue pour exprimer encore une fois leur ras-le-bol.

Les activités seront donc paralysées dans l'enseignement primaire. Les autorités ne doivent pas rester indifférentes à cette situation qui compromet l'avenir des enfants. Une grève générale encore dans l'enseignement ne viendra que pour envenimer les choses. Surtout dans l'enseignement primaire où les cho-

ses allaient très mal depuis près de deux mois, les écoliers allant à l'école deux fois par semaine à cause des grèves répétées. C'est vrai que les autorités doivent trouver des solutions hardies pour satisfaire les revendications des enseignants, mais ces solutions passent également par les enseignants. La grève est leur seul moyen d'exprimer leur exaspération. Mais, ils doivent savoir qu'après tout, ce sont les enfants qui font les frais de ces mouvements. La plupart des autorités, ayant leurs progénitures à l'extérieur, ce sont les enfants des pauvres citoyens qui font les frais de cette situation. Les enseignants doivent donc limiter ces mouvements pour permettre aux enfants d'étudier normalement.

A l'heure actuelle une grève générale ne fera que porter un grand coup au niveau déjà très bas de la plupart des élèves. Comme l'a dit un directeur d'école, les enseignants doivent se souvenir que la mission

à eux confiée est d'éduquer. Ils doivent savoir qu'aucun prix ne saura récompenser leurs peines. Ils doivent donc mettre l'avenir des enfants au premier rang et trouver d'autres moyens leur permettant de forcer la main aux autorités.

L'Etat doit tout faire également de son côté pour satisfaire les nobles revendications des enseignants. Les retenues sur salaires pour faits de grève ne sont certainement pas la meilleure manière de les amener à cesser ces mouvements. La moindre chose que les autorités doivent faire est de rencontrer les centrales syndicales pour trouver un consensus à la crise qui secoue l'enseignement depuis quelques temps. Les ministres concernés par cette crise doivent donc mener des réflexions dans ce sens. Le plus tôt serait le mieux car, avec l'entrée des enseignants secondaires dans la danse, les équations seront très difficiles à résoudre.



Cactus

Prd-Rb, le clash !!!

Le tandem Prd-Rb, fruit d'une union politique circonstanciée n'en finit pas d'être catapulté dans le noir et le clair sombre du fracas et du fatras. Après moult coups de boutoirs jalonnant cette union politiquement atypique, c'est le tour de la décadence et de la dégringolade annoncée de ce deal anti-mouvance qui n'a que peu de jours de résistance. Face aux frous-frous de Calavi, et à l'impudique rage verbale de Soglo envers Hougbédji, coiffé par l'exclusion des Tchoco Tchoco de la gestion de Cotonou, le pronostic se constipe et prédit du clash pour ce couple mongolien, truffé et bouffi de déformations multiples, plurielles et écarlates. Soglo-Hougbédji, c'est alors du passé, sauf nouvelle honte.
Basile TCHIBOZO

RESPECT DU DROIT DES CONSOMMATEURS

La Ldcb contre la Sbee, l'Opt et les opérateurs de Gsm

La ligue pour la défense du consommateur au Bénin et plusieurs organisations de la société civile ont organisé une marche hier pour exiger de la Sbee, de l'Opt, de Libercom, de Télécel et de BéninCel, la prise en compte des droits légitimes des consommateurs, foulés au pied par ces opérateurs.

ANDRÉ DOSSA (STAG)

Libercom, BéninCel, Télécel, Opt, Ministère des mines, de l'énergie et de l'hydraulique, Conseil économique et social, Sbee et Ministère de la communication ; c'est l'itinéraire de la marche pacifique organisée par la Ligue pour la défense du consommateur au Bénin en collaboration avec plusieurs organisations de la société civile. A chaque destination, une motion a été lue aux autorités. A travers cette motion, les marcheurs ont demandé à la Sbee de mettre fin à l'augmentation anarchique des prix d'eau et d'électricité, et surtout d'éviter les coupures intempestives. Aussi doit-elle réparer les dommages causés aux consommateurs par les coupures. Pour ce qui concerne l'Opt, les consommateurs demandent qu'au niveau des communications téléphoniques qu'elle utilise la même grille tarifaire que celle en cours dans la sous région et qu'elle évite aux consommateurs les encombrements des réseaux téléphoniques. Par ailleurs, la Sbee et l'Opt doivent rendre disponibles et accessibles à tous les consommateurs béninois, l'eau, l'électricité et le téléphone conventionnel. Ces deux sociétés doivent également épargner aux

consommateurs des surfacturations et des facturations fantaisistes des services d'eau, d'électricité et des télécommunications. Plusieurs doléances ont été également adressées aux opérateurs Gsm. Pour les marcheurs, Libercom, Télécel et BéninCel doivent mettre fin à la pratique de prix exorbitants sur leurs réseaux au Bénin, au système de minute indivisible, au dysfonctionnement qui fait décompter les crédits avant leur consommation et la spéculation sur les pièces de recharge des téléphones portables au Bénin. Il y a eu aussi des griefs contre le gouvernement de la part des marcheurs, ces derniers demandent entre autres à l'Etat, la suppression de la TVA sur les factures d'eau, et la représentation des organisations de consommateurs dans les structures de régulation de l'eau, l'électricité et les télécommunications au Bénin. Le ministre de la communication M. Gaston Zossou, après avoir remercié les marcheurs pour leur initiative, leur a promis la publication dans les tout prochains jours de la réduction des tarifs des télécommunications. Les marcheurs ont également été reçus par le Président du Conseil économique et social M. Rafiou Toukourou.

1^{ER} CONGRÈS ORDINAIRE DE L'UJPI

Insuffler une nouvelle dynamique à l'organisation

Les membres de l'Union des Jeunes Professionnels des Images étaient hier à leur 1^{er} congrès ordinaire. L'objectif est d'insuffler une nouvelle dynamique à l'organisation à travers la définition de nouvelles bases de travail. C'était au palais des sports de Kouhounou en présence des représentants des différentes structures concernées.

JUDICAËL AYADOKOUN (STAG)

Dans ses propos liminaires, le président sortant de l'Ujpi, M. Emile Adjigbè a fait un bref aperçu sur la naissance de l'union qui était partie de la volonté de dix jeunes photographes de créer une association en vue de rassembler dans une même organisation, tous les professionnels des images. Ce rêve concret et reconnu par le ministère de l'intérieur, avait conduit à un congrès constitutif. Ce 1^{er} congrès ordinaire vient donc bien à propos dans la mesure où elle permet de faire le bilan et de prendre de nou-

velles dispositions pour un nouveau départ. Entre autres dispositions, l'uniformisation des tarifs et des prestations de services et des produits ; l'uniformisation du diplôme à délivrer aux apprenants, et l'adhésion à la mutuelle de sécurité sociale de Cotonou. Il a pour finir, exhorté les congressistes à la discipline et au sérieux. Du discours du représentant du conseil économique et social, à celui du président de la Fenab, tous ont émis le vœu de voir les décisions de ce premier congrès se traduire dans la réalité. L'élection des membres du bureau entrant de l'association s'est poursuivie hier dans la soirée.